

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Europe-se-divise-sur-le-maintien-de-sanctions-contre-Fidel-Castro>

# **L'Europe se divise sur le maintien de sanctions contre Fidel Castro**

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : vendredi 19 novembre 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Par Paulo A. Paranagua**

[Le Monde](#). Paris, 18 novembre 2004

Le Parlement européen conditionne l'assouplissement des sanctions diplomatiques contre le régime de Fidel Castro à "la libération de tous les prisonniers politiques, l'autorisation pour Oswaldo Paya - prix Sakharov 2002 - de voyager et la réalisation de progrès significatifs en matière de promotion de la démocratie et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur l'île de Cuba".

La résolution votée à Strasbourg, mercredi 17 novembre, a été approuvée par 376 eurodéputés conservateurs et libéraux, contre l'avis de 281 socialistes, Verts et communistes, qui prônaient une inflexion de la position commune de l'Union européenne.

Mardi, à Bruxelles, les hauts fonctionnaires des 25 pays membres, réunis au sein du comité du Conseil de l'UE sur l'Amérique latine, s'étaient rangés plutôt à la position de l'Espagne, qui plaide pour l'assouplissement des décisions prises après la condamnation de 75 opposants cubains pacifiques en 2003. L'invitation de dissidents cubains aux ambassades européennes à La Havane lors des fêtes nationales a provoqué la colère de Fidel Castro, qui a réduit les contacts officiels avec les diplomates, privés ainsi de possibilités de dialogue.

La majorité de l'opposition cubaine, aussi bien dans l'île qu'en exil, avait défendu le maintien de la pression internationale pour obtenir la libération des prisonniers politiques. Selon Elizardo Sanchez, président de la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale (non reconnue par les autorités), lui-même ancien détenu politique, "Castro n'a aucune intention de changer le penchant répressif qui le caractérise".

"Le gouvernement cubain est sourd au dialogue", renchérit Marta Beatriz Roque, la seule femme parmi les 75 condamnés, relâchée pour motif de santé. Le social-démocrate Vladimiro Roca, autre ancien détenu politique, rappelle que "c'est le gouvernement cubain qui refuse le dialogue".

Un autre opposant social-démocrate cubain, Manuel Cuesta Morua, estime toutefois que "l'invitation de dissidents aux fêtes nationales n'est pas une question de principe". La véritable question "est le respect des droits de l'homme, et là-dessus l'UE n'a pas fait de concessions", ajoute M. Cuesta Morua, favorable à un "dégel". Le sujet devra être réexaminé au Conseil d'affaires générales de l'UE, lundi 22 novembre.